



Juil. 2012

8000 suppressions d'emploi à Peugeot-Citroën, **IL FAUT IMPOSER À PSA LE RETRAIT DE SON PLAN**

3.500 licenciements à Citroën-Aulnay, 1.400 à Citroën-Rennes ... 8.000 suppressions d'emploi viennent d'être annoncées par le groupe PSA. Avec les conséquences sur les sous-traitants, ce sont des régions entières qui risquent d'être plongées dans la crise.

Personne ne peut être dupe du tableau financier apocalyptique présenté par la direction pour justifier son plan. PSA a même dû reconnaître que la fermeture d'Aulnay était préméditée depuis 5 ans. Un plan d'autant plus scandaleux que PSA a réalisé 600 millions d'euros de profits en 2011 - dont 250 ont été reversés aux actionnaires.

Ce plan n'est pas négociable. Il doit être retiré.

Alors que PSA, comme le reste de l'industrie automobile, a perçu des milliards d'euros d'aides publiques, c'est le retrait pur et simple du plan et le maintien de chaque emploi qu'il faut imposer.

L'industrie automobile a reçu 6 milliards d'euros de prêts avantageux de la part de l'Etat en 2009, 1 milliard de prime à la casse en 2010. Elle a profité de la détaxation des heures supplémentaires, du financement public des périodes de chômage partiel... Peut-on négocier avec le licencieur une limitation du nombre de suppressions d'emploi, un quota de nouveaux "emplois jeunes", une participation financière à la reconversion du site d'Aulnay ... à coups, à nouveau, de fonds publics?

N'est-ce pas d'ailleurs pour cela que l'annonce de 8.000 suppressions d'emplois a surpris par son ampleur? Ne s'agit-il pas, pour PSA, de se donner une marge de manœuvre pour pouvoir négocier à la baisse son plan tout en le préservant? Pour mieux délocaliser la production avant de la réimporter?

Obliger PSA à retirer son plan, c'est possible.

Et le gouvernement en a les moyens.

Il a un argument de poids pour cela: le remboursement des aides publiques versées en cas de maintien du plan. Celles-ci se chiffrent en milliards d'euros et le constructeur auto-

mobile ne pourrait que céder. Il s'agit donc bien d'une question de volonté politique.

Rien ne serait pire, pour un gouvernement élu à gauche, que de multiplier les déclarations d'intention et, au final, laisser les mains libres aux licenciements - comme l'avait fait Lionel Jospin avec la fermeture de Renault-Vilvorde en 1998. **Il est temps maintenant de passer aux actes et de refuser clairement tout licenciement à PSA**

LICENCIEMENTS "SECS" OU PAS. :

Assez d'hypocrisie: une suppression d'emploi, c'est un chômeur de plus.

"Il faut éviter tout licenciement sec". C'est la position du Premier ministre Jean-Marc Ayrault.

Mais, que les salariés partent en pré-retraite ou soient reclassés, un poste supprimé est un poste supprimé. C'est un emploi qui disparaît et ne sera donc plus disponible pour les trois millions de chômeurs actuels, pour les centaines de milliers de jeunes qui arrivent chaque année sur "le marché du travail".

Ce sont les filières professionnelles de l'Education nationale sans débouchés, la mise à mal de notre devenir industriel.

On aura beau jeu ensuite de déplorer la hausse du chômage, le poids financier de ce dernier ou des pensions de retraite alors qu'on aura réduit les rentrées financières (cotisations) et augmenté les dépenses. Le tout, bien sûr, au profit des groupes capitalistes.

Communistes, nous appelons à soutenir et relayer les actions des salariés et syndicats de PSA qui luttent pour le maintien de leurs usines et de leurs emplois, à se mobiliser pour mettre le gouvernement devant ses responsabilités vis-à-vis de PSA, de l'ensemble de l'industrie automobile (l'Etat est actionnaire de référence de Renault qui ne cesse de délocaliser !), de l'industrie.

Peugeot-Citroën doit devenir une lutte nationale à la rentrée.

Adhérez au PCF ! Faites le choix de la lutte !

NOM:.....Prénom.....

Adresse:.....

Téléphone/Courrier électronique:.....

RENOYER A PCF ,